

Les hommes politiques vous désespèrent ? Vous pensez que tous les systèmes se valent ? Que conseillerez vous à vos enfants ? de devenir fonctionnaire, d'immigrer (ou de rester) dans un pays relativement privilégié, d'obéir aux privilégiés de ce pays privilégié pour se garantir un confort relatif ? Quel avenir leur proposerez-vous, vous qui ne rêvez plus ?

Comment être blasé ? Des guerres ne cessent d'éclater, des enfants meurent de faim ou prennent les armes ; dans les pays en paix, beaucoup ne peuvent travailler pour nourrir leur famille ; notre planète paraît si petite pour abriter les milliards d'humains qui ont déstabilisé son équilibre naturel.

Pourtant, depuis que les hommes pensent et débattent, ils échafaudent des systèmes politiques permettant la libre recherche du bonheur. L'indépendance américaine de 1776 et la révolution française de 1789 ont vu l'application douloureuse de cette démarche philosophique. Elle a permis d'abolir les privilèges et de structurer une société plus juste autour de valeurs fondamentales :

- la **liberté** pousse chaque être humain à refuser ce qu'on lui impose, à agir selon ce qu'il a lui-même décidé.
- L'**égalité** entre tous les humains va de pair avec la liberté individuelle : tant qu'un homme ne cherche pas à prendre le dessus sur les autres, la liberté de chacun est possible ; laisser aux autres une liberté égale à celle que l'on souhaite pour soi permet de faire respecter sa propre liberté. Pour assurer ces droits fondamentaux, chacun doit être *responsable* : mesurer ses actes pour qu'ils n'amoindrisent pas la liberté ou la dignité des autres. Pour garantir cet équilibre, les sociétés doivent se doter de *lois*.
- La **fraternité** est moins un principe à établir, qu'une valeur d'objectif, récompensant l'application des deux premiers principes.

Mais cette construction philosophique s'est heurtée à des obstacles sociologiques et historiques tels qu'elle n'a pas abouti à un système stable. De nombreux principes contradictoires sont apparus, qui ont empêché l'éclosion de la fraternité universelle :

- la **nation** : les principes universels de la déclaration des droits de l'homme de 1789, "*les hommes naissent libres et égaux en droits*", se sont limités de fait à la France ; lors des conflits qui sont nés avec les pays voisins, l'ennemi n'a pas été identifié avec les "monarchistes", mais avec les "étrangers" On a protégé la nation française du "sang impur", comme l'exprimait la *Marseillaise*, qui est toujours l'hymne de la république française. Non seulement la république s'est restreinte au territoire français, mais les pays voisins ont été considérés comme des ennemis héréditaires. Ce nationalisme, fondant des différences sur la langue et la génétique, s'est répandu en même temps que l'idée de liberté. Le "droit des peuples à disposer d'eux mêmes" a supplanté chez les révolutionnaires l'idée de liberté et d'égalité ; la haine entre les nations a dominé la fraternité entre les hommes, dans tous les conflits entre pays voisins, envahisseurs et colonisés, et particulièrement pendant les deux guerres mondiales.
- le **citoyen** : il faut évidemment restreindre la liberté des êtres irresponsables par nature (les enfants) par maladie (les fous), et celle des êtres violents ayant choisi d'attenter à la liberté et la vie des autres (les criminels) ; mais la république française, comme les États Unis d'Amérique, au cours de leur histoire, ont dénié la qualité d'homme libre, de citoyen à bien d'autres catégories de population : les femmes, les esclaves noirs, les peuples colonisés ; même aujourd'hui, alors que le droit de vote a été accordé en France comme en Amérique à tous les hommes et femmes majeurs, il reste limité aux nationaux. L'égalité et la citoyenneté s'arrêtent à la nation.
- la **propriété** : cette notion a été mise sur un plan comparable à la liberté par les républicains romains, américains ou français ; la protection des biens acquis par le fruit du travail et du mérite est une mesure de justice, mais la transmission des biens des parents aux enfants, leur accumulation sans usage, ainsi que la spéculation financière de valeurs virtuelles accentuent l'injustice sociale : les enfants de riches placent en bourse l'argent qu'ils n'ont pas mérité, pour en obtenir davantage et maintenir une supériorité de classe.

Le **libéralisme** et le **capitalisme** se sont assis sur ces contradictions, en mettant en pratique la liberté, le nationalisme et la propriété mais en mettant de côté l'égalité et la fraternité. Aujourd'hui une caste hypercapitaliste domine l'économie mondiale en spéculant sur les inégalités nationales, les conflits et les catastrophes.

Le **communisme** s'est opposé frontalement à la propriété et, à ses débuts, au nationalisme. Mais en niant la propriété individuelle, il a empêché les citoyens de recueillir le fruit de leur effort individuel. L'égalité a été prônée pour la totalité des citoyens, mais une classe dirigeante a été favorisée officieusement. Ce système, en bridant les énergies, a été une catastrophe économique.

Mais, sommes-nous pour autant dans une **impasse idéologique** ? Ne pas envisager d'autre solution, pour ne plus risquer d'être déçu, prendre des postures d'intellectuel blasé et refuser toute construction nouvelle, au prétexte que les autres se sont écroulées est nihiliste. Chaque homme éduqué des sociétés riches a accès à une culture immense ; il n'en produit que divertissement et se consume en consommant. Appelons à un sursaut d'intelligence et de courage :

**Imaginons une autre société, créons la république universelle !**

Toutes les réformes qui se font à l'intérieur d'une démocratie sont prévues pour améliorer la société. Mais en s'ajoutant à un système inextricable de lois et de règles parfois contradictoires, elles sont peu efficaces et restent limitées à un État. Or, la hausse du chômage dans les pays riches, comme le maintien de bas salaires dans les pays pauvres, résultent des frontières. Et aucun traité entre états ne peut modifier des lois injustes dans des pays souverains. En premier lieu, il faut imaginer un nouveau système, universel, simple et compréhensible, qui ne s'insère plus dans un carcan national et auquel pourront adhérer, en pleine conscience, les citoyens du monde entier.

***Nous proposons à tous les individus de la terre de participer librement à une société équitable et solidaire.***

Ces valeurs, **liberté**, **équité**, **solidarité** et **universalité** peuvent être facilement comprises et partagées. La notion d'équité est proche de celle de l'égalité en droit, mais ramène davantage à la justice, concept auquel sont attachés tous les hommes, dès l'enfance. La solidarité exprime plus clairement que la fraternité l'intérêt réciproque qu'ont les hommes à se soutenir entre eux : le riche et le fort d'aujourd'hui peuvent devenir dépendants demain. L'universalité des lois est indispensable pour éviter que le développement ne se fasse aux dépens des plus faibles et en détruisant de la nature. Sur ces valeurs construisons une autre organisation, plus simple et plus sûre :

- **L'État** sera chargé de protéger ces valeurs et seulement de cela. Il sera composé d'une grande assemblée législative, de corps de fonctionnaires pour le contrôle technique, administratif et financier, de la police et la magistrature pour la prévention et la répression de la violence et de toute atteinte aux lois, de l'armée pour la défense de la république et la lutte contre les catastrophes naturelles.
- Les **Régions**, définies géographiquement autour des grands fleuves, géreront à long terme les biens publics : le sous sol, les espaces naturels, les forêts, les eaux, mais aussi les biens culturels ; elles organiseront la recherche scientifique et l'université.
- Les **Communes**, définies par rapport à la population exerceront la solidarité, en assurant l'appui économique aux entreprises, les aides sociales et les services de proximité : banque, école, hôpital, sports, urbanisme.

Les responsabilités des **élus** et des **fonctionnaires** seront spécifiques et limitées dans le temps et l'espace. Il n'y aura plus de chef d'État, pas plus que de noble ou de roi. Les serviteurs de la collectivité ne pourront plus être tentés d'agir pour leur intérêt propre. Les chefs, indispensables pour faire avancer ensemble des groupes, seront les nœuds d'un réseau plutôt que les sommets d'une pyramide. La séparation des fonctions et des missions évitera de faire reposer toutes les responsabilités d'un territoire sur une seule tête.

Les **entreprises privées**, fonderont la structure économique de base. Elles seront limitées en taille pour rester au niveau d'une équipe et d'un projet commun de production de biens.

Les échanges économiques devront être équitables. Pour cela, il faut rendre à l'argent sa valeur initiale : la quantification de l'**énergie du travail**. L'argent que vous aurez ne pourra provenir que de votre travail ou de celui des autres, s'il vous est transmis librement par solidarité. On ne pourra plus gagner d'argent par le jeu ou par l'usure. Les **salaires** seront encadrés dans une échelle de 1 à 10, pour encourager l'effort, mais éviter les déséquilibres injustifiables.

La **propriété** sera garantie, mais limitée à l'usage et à la jouissance des biens acquis par le travail des uns ou des autres ; il n'y aura plus de transmission automatique des biens à des héritiers qui n'auraient plus à œuvrer eux-mêmes pour mériter leur confort.

Ce système sans privilège, sans monopole et sans carcan devrait redonner un **dynamisme aux échanges économiques et culturels**, à la mesure d'un monde où les hommes n'ont jamais été aussi nombreux, **tout en protégeant la nature et les faibles**.

Mais comment y parvenir ? En premier lieu, il faut convaincre suffisamment de personnes pour créer un mouvement de pensée. Dès que ce mouvement deviendra une formation politique majoritaire sur un territoire de taille suffisante, nous abolirons les lois existantes et mettrons en place une nouvelle constitution, applicable non seulement aux habitants de ce territoire, mais à tous les humains qui souhaiteront y adhérer. Ce sera une **révolution**, qui diminuera les privilèges, occasionnera une perte d'avantages et de confort pour les mieux lotis, qui entraînera de douloureux mouvements de population, mais aussi des progrès sociaux. Elle nécessitera un engagement fort de ceux qui y participeront et créera des tensions avec ceux qui y perdront matériellement, ou ceux qui auront peur de l'extension du mouvement. Cette révolution doit rester absolument pacifique, en s'interdisant les discours haineux comme le conflit armé. Les obstacles seront contournés ou s'effondreront d'eux-mêmes. Cette révolution prendra du temps : c'est l'**exemple** de la république en construction qui amènera la majorité à s'y engager.

- Pour en savoir plus, lire l'ouvrage disponible ici : <http://www.edilivre.com/librairie/une-revolution-tranquille-pour-une-republique-universelle-jean-obstancias.html>
- Consulter : <http://republique-universelle.net/>
- Pour poser des questions, réagir, par courriel : [republique.uni@free.fr](mailto:republique.uni@free.fr)

